

# Le Jasmin s'est flétri

## La prise de contrôle intégrale en deux phases du cyberspace par la Chine

SCOTT J. HENDERSON\*

**L**a *Révolution du Jasmin* en Chine, un mouvement en ligne né des braises des révolutions radicales qui se déroulent au Moyen Orient, allait naître dans l'enthousiasme mais allait finalement connaître une mort prématurée et plutôt banale. Un haussement d'épaules passif allait suffire pour laisser le mouvement embryonnaire se flétrir et mourir. Certains soutiennent que la *Révolution du Jasmin* n'avait jamais été viable, qu'elle n'était qu'une manifestation de la réaction disproportionnée du gouvernement chinois à la possibilité d'une agitation sociale et d'un empressement des médias occidentaux à la couvrir. Le moment était mal choisi. La Chine n'est pas le Moyen Orient, les conditions économiques n'étaient pas propices à une révolution et ce n'était pas un mouvement sérieux. Ces raisons, ainsi que beaucoup d'autres, allaient être avancées pour expliquer la mort prématurée de la *Révolution du Jasmin* en Chine.

Que ce soit le résultat d'un, ou d'une combinaison de ces facteurs, la chute du mouvement naissant éclaire les mécanismes derrière la capacité de Beijing d'assurer un contrôle complet du cyberspace grâce à un système à deux phases composé de sept éléments : le contrôle externe, le contrôle interne, le blocage, les attaques, les intimidations, les opérations de propagande politique et l'autocensure.

---

\*Scott J. Henderson est un analyste au *Foreign Military Studies Office*, Fort Leavenworth, Kansas. Il a pris sa retraite de l'armée de Terre après 20 ans passés dans les services de renseignement en qualité de linguiste sinophone. Il est titulaire d'une licence d'études chinoises et d'un diplôme du *Defense Language Institute* de Monterey, en Californie. En 1995, il participa au programme d'immersion linguistique de l'Institut de gestion économique de Beijing et en 1997 il était en mission spéciale à l'ambassade américaine en Chine. Scott Henderson est spécialiste de la cybercriminalité et des opérations d'information chinoises, analyste du renseignement en source ouverte sur les objectifs stratégiques et tactiques de la République populaire de Chine, instructeur pour le cours de recherche et d'analyse de l'information en source ouverte et instructeur au laboratoire de cybercriminalité du FBI. Il créa le site *DarkVisitor.com* cité par le *New York Times*, *Popular Science*, *Computer World*, *The Register*, *Information Week*, *MSNBC*, le *Sydney Morning Herald* et l'*Economic Times*. Il est l'auteur de plusieurs articles sur la Chine tels que « *The Dark Visitor* » (*Inside the World of Chinese Hackers*), « *In the Shadow: Chinese Special Forces Build a 21st Century Fighting Force* », « *Things That Disturb Dragons* », « *China's reaction to US Reentry in Southeast Asia* », « *Songs of Chu* », « *China's Military Regions* », « *China Shaping the Operational Environment* », (*China Military Science*), « *Mao e-Guerrilla* » (*Chinese Insurgents on the Internet*).

La *Révolution du Jasmin* représente la plus récente tentative de Beijing de contrôler et d'étouffer dans l'œuf un soulèvement en ligne. Cela fait 17 ans que les responsables gouvernementaux développent et perfectionnent leur technique de manipulation en ligne, s'étant fait les dents sur le Falun Gong, le Tibet libre, le mouvement pro-démocratie à Hong Kong et les mouvements de protestation anti-japonais. Il n'est pas nécessaire d'étudier les détails ni la chronologie précis de chacun de ces événements. Il faut plutôt comprendre l'objectif et l'évolution en cours des mécanismes de gestion de crise en ligne de la Chine. Selon les écrits militaires chinois, le contrôle est réalisé via une réduction des impacts destructeurs et négatifs d'une crise à leurs niveaux les plus bas afin de les éliminer dans les délais les plus courts à un coût minimum. Des méthodes de prévention de crises et d'endiguement de celles-ci, avant qu'elles ne se produisent, doivent être mises en œuvre<sup>1</sup>. Comme nous allons le voir, le procédé est loin d'être parfait et sa formulation requiert des ajustements et améliorations constants.

Ce ne sont pas les précédents historiques qui manquent. Par exemple, en avril 2005, la candidature du Japon à un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU, ainsi que des révisions minimisant les actions du Japon pendant la seconde guerre mondiale apportées aux manuels d'histoire, furent à l'origine de grandes manifestations anti-japonaises qui s'étendirent à toute la Chine. Ces manifestations furent caractérisées par des attaques contre tout ce qui symbolise le Japon<sup>2</sup>. Vers la fin avril, le ministère chinois de la sécurité publique fut chargé de mettre fin aux manifestations. Utilisant des publications sur Internet et des messageries texto conjointement avec la presse écrite traditionnelle, le ministère ordonna aux manifestants de ne pas organiser de manifestations anti-japonaises sans l'accord de la police. Lorsqu'il lui fut demandé de résumer la capacité du parti de contrôler la population, le ministre de l'information du conseil d'État de la Chine répliqua :

La plupart des citoyens obéissent aux ordres d'interdiction de manifestations. Par exemple, la mise en garde par un journal de Beijing contre les manifestations interdites dissuada tout le monde, hormis quelques centaines de manifestants, de se rassembler pour un deuxième week-end de manifestations dans la capitale en avril dernier. Vous devez comprendre que les citoyens chinois continuent de respecter le gouvernement. Par conséquent, si le gouvernement fait bien comprendre que ce genre de manifestation n'est pas recommandé, 90 pour cent des gens ne s'y rendront pas<sup>3</sup>.

En prenant la déclaration du ministère au pied de la lettre, on peut comprendre les méthodologies employées par les Chinois dans les campagnes en ligne. Cet article examine la *Révolution du Jasmin* comme étude de cas des méthodes employées par le gouvernement chinois pour limiter la dissidence en ligne. Les événements seront présentés dans l'ordre chronologique afin d'offrir au lecteur un meilleur indicateur des réactions du gouvernement chinois.

## La Révolution du Jasmin : une étude de cas

### *1<sup>e</sup> Phase : défense passive (contrôle extérieur, contrôle intérieur et blocage)*

Entre le 17 décembre 2010 et le 18 février 2011, les services chinois de surveillance intensifièrent le contrôle actif des évènements qui se déroulaient au Moyen Orient dans la crainte qu'ils pourraient servir à catalyser la fomentation d'une agitation intérieure dans le pays. Alors que les observateurs extérieurs connaissent bien plusieurs groupes et méthodes associés à la surveillance des communications intérieures sur l'Internet (le service d'information du conseil d'État, le cyber police et la Grande Muraille pare-feu), ils connaissent moins bien les services de contrôle extérieur de Beijing.

**Contrôle extérieur** : deux sources laissent entendre que l'armée populaire de libération joue un rôle dans le signalement des points chauds extérieurs. En 2009, des sources à l'intérieur de l'université des langues étrangères de l'armée populaire suggèrent que, par suite d'insuffisances cruciales dans la formation du personnel des missions, le programme d'études devrait être réorganisé en mettant l'accent sur la recherche du renseignement militaire en source ouverte<sup>4</sup>. En mai 2011, des rapports émanant du commandement de la région militaire de Guangzhou expliquèrent que, afin d'élargir la vision stratégique internationale, des services subordonnés au quartier général des unités se virent « affecter spécialement du personnel pour la collecte, l'organisation et la post production de documents en provenance des principaux organes de presse, de rapports théoriques publiés par certains instituts de recherche et du texte des cours des écoles militaires<sup>5</sup> ». Il est probable que ces types d'unités de l'armée populaire seraient chargés de la diffusion des informations concernant les points chauds potentiels du monde entier.

Alors que nous ne sommes pas absolument certains des services ou organes exacts de l'État chargés de la surveillance extérieure, la chronologie de la *Révolution du Jasmin* indique clairement que ces observations ont lieu (figure 1). Le 17 décembre 2010, l'auto-immolation d'un étudiant en Tunisie allait y déclencher de violentes manifestations et marquer le début de la *Révolution du Jasmin* dans ce pays<sup>6</sup>. Les responsables politiques de la République populaire de Chine, surveillant les évènements qui se déroulaient dans le monde, allaient rapidement recueillir les nouvelles et suivre la situation au fur et à mesure de son déroulement. En moins d'une semaine, la Chine allait lancer des tactiques de blocage en ligne pour éliminer par filtrage toute référence aux révolutions qui avaient lieu en Tunisie et en Égypte<sup>7</sup>.

**Blocage** : le 21 janvier 2011, percevant un catalyseur potentiel pour une agitation intérieure, le service d'information du conseil d'État chinois émit une directive demandant à tous les sites Web d'« effectuer une exploration minutieuse

des espaces interactifs tels que forums de discussion, blogues, microblogues, outils de messagerie instantanée et messageries texto. Supprimez immédiatement l'expression « un joli bouquet de jasmin » et les « informations connexes<sup>8</sup> ».

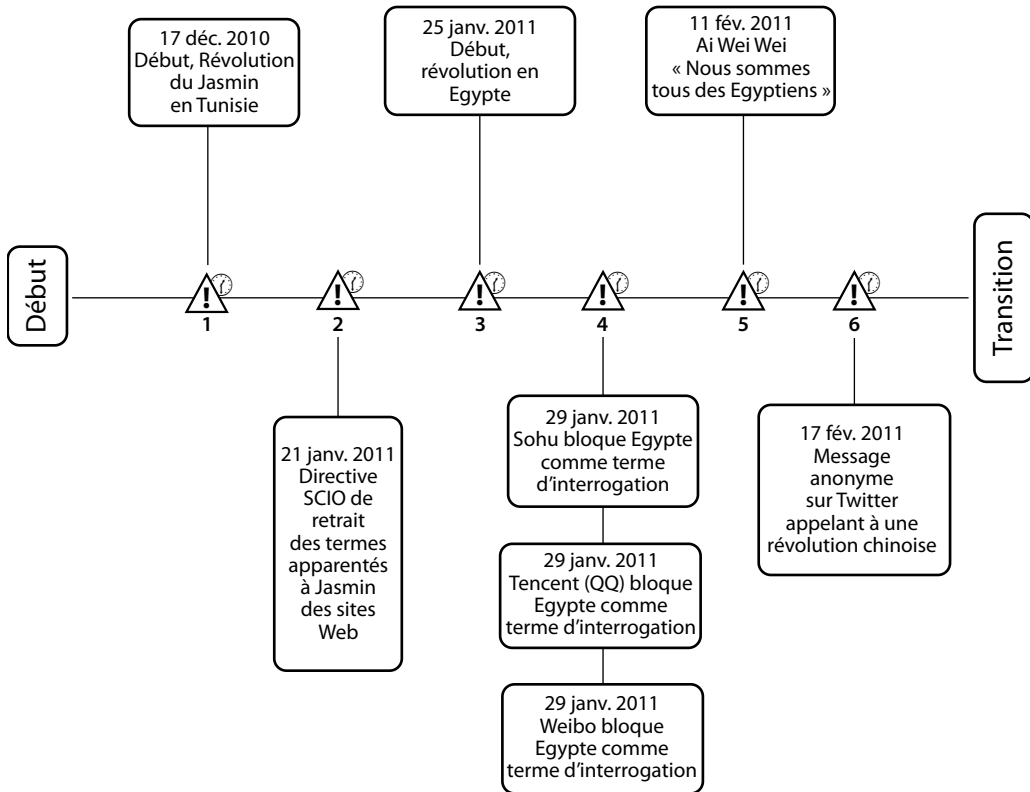


Figure 1. Contrôle et blocage, du 17 décembre 2010 au 18 février 2011

**Contrôle extérieur :** au fur et à mesure que le printemps arabe continuait de s'étendre au Moyen Orient, les actions menées à l'intérieur de la République populaire de Chine firent apparaître des signes de tension et d'inquiétudes croissantes vis-à-vis des rébellions. Le 25 janvier 2011, l'agitation gagna l'Egypte, ce qui conduisit les responsables politiques chinois à élargir les opérations de blocage.

**Blocage :** le 29 janvier 2011, trois des sites Web sociaux les plus populaires et fréquentés de la Chine (*Sohu*, *Tencent* et *Weibo*) bloquèrent le mot chinois pour « Egypte » utilisé comme terme d'interrogation<sup>9</sup>.

**Contrôle intérieur :** le 11 février 2011, le célèbre artiste et activiste chinois Ai Wei Wei afficha dans *Twitter* un message déclarant « Aujourd'hui, nous sommes

tous des Egyptiens... Il n'a fallu que 18 jours à ce régime militaire vieux de 30 ans, considéré comme harmonieux et stable, pour s'écrouler mais cela pourrait demander plusieurs mois pour ce machin... qui existe depuis 60 ans<sup>10</sup> ». Le 3 avril 2011, Ai Wei Wei est arrêté, ostensiblement pour avoir commis des crimes financiers.

**Contrôle extérieur :** le 17 février 2011, un message appelant à une révolution chinoise comparable aux soulèvements qui se déroulaient en Égypte et en Tunisie fut affichée anonymement sur *Twitter*<sup>11</sup>. Il déclarait simplement que la *Révolution du Jasmin* allait commencer le 20 février, dans le centre de 13 villes chinoises. Deux jours plus tard, *Boxun.com*, un site Web basé aux États-Unis, allait répercuter les appels et indiquer les lieux exacts prévus pour les premières manifestations. L'un de ces endroits allait se situer devant le McDonald's dans le quartier commerçant de Wangfujing, peut-être l'un des quartiers commerciaux les plus fréquentés de Beijing<sup>12</sup>.

### *2<sup>e</sup> phase : défense active (attaques, intimidation, opérations de propagande politique et autocensure)*

Les messages affichés dans *Twitter* et *Boxun.com* les 17 et 19 février, appelant à de vraies manifestations, marquent la transition de la phase de défense passive à celle de défense active. Il est probable que l'annonce de ces manifestations, visible par le grand public, franchit une ligne de démarcation dans l'esprit des responsables politiques chinois. La phase de défense active allait durer du 19 février au moins jusqu'au 19 avril 2011 (figure 2). Elle allait se caractériser par une confrontation accrue et consister en quatre composantes : attaques, intimidation, opérations de propagande politique et autocensure. Il est important de comprendre que les responsables politiques chinois ne les considèrent pas comme des actions ou opérations offensives ; ils ne font que réagir à des événements et essayer de rétablir la stabilité. La transition vers la défense active ne limite pas les mesures passives de la première phase, qui se poursuivent pendant toute la phase active.

**Attaques :** le 19 février 2011, presque immédiatement après avoir appelé à des manifestations chinoises, les pirates informatiques patriotiques ou gouvernementaux lancèrent une attaque par saturation contre le site Web basé aux États-Unis *Boxun.com*<sup>13</sup>. Il ne s'agissait pas d'une opération de blocage passif exécutée par la Grande Muraille pare-feu ; l'attaque fut lancée pour limiter l'influence du site et le fermer.

**Intimidation :** le 19 février 2011, au moins 15 activistes et avocats éminents furent placés en garde à vue avant le début des manifestations de rue annoncées<sup>14</sup>. Certains des activistes furent invités à « bavarder » ou à « prendre le thé », c'est-à-dire dans l'argot de l'Internet, être soumis à des interrogatoires forcés de la part des autorités. D'autres activistes allaient être placés en garde à vue et forcés à « prendre

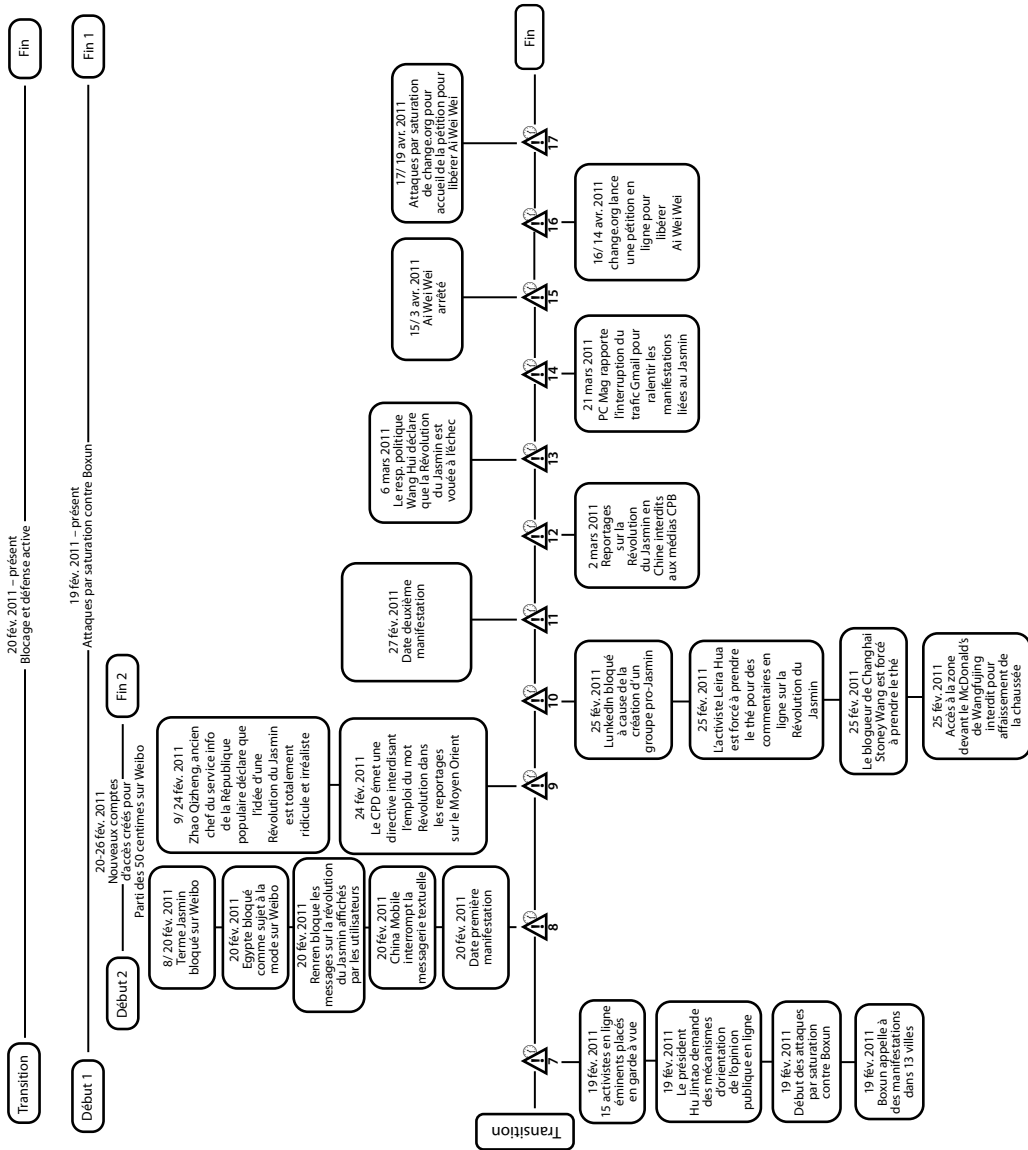


Figure 2 : blocage et défense active du 19 février au présent

le thé » pendant les mois qui suivirent<sup>15</sup>. Un exemple de l'un de ces interrogatoires fut donné par Stoney Wang, un blogueur de Changhai qui fit un compte-rendu de l'incident :

Je vis d'abord arriver deux hommes à l'expression plutôt sérieuse et à l'attitude très rigide, qui commencèrent par me demander de confirmer mon identification Twitter puis voulurent savoir à quels points névralgiques je m'étais récemment intéressé, tout en déformant constamment mes paroles. Je leur dis que, puisqu'ils refusaient de me dire sur quelle expression délicate ils étaient tombés par hasard, je n'allais pas le dire non plus. Ce ne sont pas les points chauds qui manquent et cela fait des années que je suis sur Twitter, où j'ai affiché des dizaines de milliers de micromessages : lequel de ceux-ci posait maintenant problème ? Je m'amusais en fait de voir que ces trois caractères [茉莉花—Jasmin] les effrayaient tellement qu'ils n'osaient pas les prononcer devant moi.

Et puis, après qu'ils eurent systématiquement tout déformé et fait monter la pression, nous sommes arrivés à une impasse. J'ai donc suivi ce qu'ils disaient exactement : le pays a besoin d'être dirigé et l'Internet aussi, conformément à la loi ; je devais donc être personnellement prêt à accepter un certain degré de contrôle. Je leur dis « Maintenant que vous êtes venus et m'avez trouvé, je suis certain que j'ai dû dire quelque chose qui était inexact ; si vous pouvez me l'indiquer exactement, j'y regarderai de plus près et, si j'ai commis une erreur, je l'admettrai, m'excuserai et la ferai disparaître, après quoi nous n'en parlerons plus, n'est-ce pas ? »

Toutefois, pendant tout l'interrogatoire, ils n'allaient pas citer l'expression incriminée. En fait, le but de leur visite était parfaitement clair : il s'agissait de m'intimider pour me clouer le bec. De mon point de vue, toutefois, cela me donna une bonne chance d'observer la police après le 20 février<sup>16</sup>.



**Figure 3. Saisie d'écran de Boxun.com annonçant l'attaque et orientant les visiteurs vers un site Web temporaire**

**Opérations de propagande politique :** Beijing employa sa méthode standard : des responsables politiques de haut niveau font des déclarations publiques visant à dissuader les manifestations. Des dirigeants tels que Hu Jintao, Wen Jiabo, Zhao Qizheng et autres appelèrent à un contrôle plus étroit de l'opinion en ligne, écartèrent la *Révolution du Jasmin* comme ridicule et irréaliste, et la déclarèrent vouée à l'échec<sup>17</sup>.

L'évolution la plus intéressante de la stratégie des opérations de propagande politique prit la forme du *Parti des 50 centimes*. Ce nom a son origine dans le nombre de Renminbi que reçoivent les commentateurs en ligne pour afficher des messages soutenant le gouvernement de la République populaire. Les commentateurs du *Parti des 50 centimes* dérangent les conversations en ligne à propos des politiques ou échecs impopulaires du gouvernement<sup>18</sup>. Entre le 20 et le 26 février, le *Parti des 50 centimes* créa de faux comptes d'accès *Weibo* (*Weibo* est la version chinoise de *Twitter*), en utilisant parfois le nom des activistes populaires pour faire des déclarations favorables au gouvernement. Le site *Web China Digital Times* traduisit un échantillon de ces messages affichés sur *Weibo* et visant à créer une désinformation virtuelle :

@kesen4 Li Jianlong : certains policiers m'ont récemment dit de ne pas participer à ce machin du « Jasmin ». Je leur ai répondu que seuls des imbéciles y participeraient...

@meimeib1101 : les gens qui parlent ainsi [encourager une *révolution du jasmin*] sont absolument malfaisants. Leurs intentions malfaisantes sont tout à fait claires. N'est-il pas vrai qu'ils s'efforcent de devenir les gouvernants de la Chine puis d'utiliser leur pouvoir pour nous asservir ? Vous n'y pensez pas !!!...

@yiwannianaini yiwannianaini : Chaque fois qu'il y a une révolution politique, elle se fait aux dépens du bonheur du peuple. Nous devons tous ouvrir les yeux.

@wangwei7509 wangwei : vous qui n'en finissez pas de critiquer le parti communiste, pourquoi n'essayez-vous pas de gouverner 1,5 milliard de personnes pendant quelque temps ? Gagner l'approbation de la vaste majorité des gens comme il l'a fait est un exploit incroyable ! Tout le monde ne s'entend pas bien en Amérique non plus. Pourquoi pensez-vous que la criminalité y est si élevée ?<sup>19</sup>

**Autocensure :** il est difficile de prouver des incidents précis d'autocensure à propos de la *Révolution du Jasmin* mais il s'agit d'une pratique bien connue par les propriétaires de sites Web à l'intérieur de la Chine. En temps normal, les opérateurs de sites Web se montrent prudents quant à l'affichage de commentaires traitant de sujets délicats. Ils font encore plus attention lorsque commencent à circuler des directives du Service d'information du conseil d'État et du Bureau de propagande. *DANWEI.org* s'entretint avec plusieurs blogueurs chinois et résuma l'argument le plus solide en faveur de l'autocensure comme suit : « Pour héberger



un site Web légalement en Chine, vous devez posséder une autorisation de mise à disposition de contenu sur l'Internet. Si vous disposez de l'une de ces autorisations, vous ne voulez pas la perdre et être dans l'impossibilité d'exploiter un site Web. C'est la raison pour laquelle la plupart des sites Web s'autocensurent. Ils deviennent souvent ce qui mécontentera le gouvernement et se débarrassent du contenu dont ils pensent qu'il leur attirera des ennuis<sup>20</sup> ».

**Contrôle et blocage :** le 20 février 2011, la présence d'importantes concentrations de policiers dans le quartier commerçant de Wangfujing prouva que les autorités étaient au courant des appels en ligne aux manifestations. Ils étaient prêts à mettre fin aux rassemblements organisés. Le 20 février 2011 également, *Weibo* bloqua le terme Jasmin et maintint l'Égypte hors de la liste des sujets à la mode. *Renren* (Le Facebook chinois) bloqua les utilisateurs affichant le terme *Révolution du Jasmin* et *China Mobile* interrompit la messagerie textuelle<sup>21</sup>. Le 24 février 2011, le Service central de propagande de la Chine émit la directive suivante :

Le Service central de propagande demande que les reportages des médias sur la situation en cours d'évolution au Moyen Orient recourent exclusivement aux sources standards. Les reportages ne peuvent employer le mot « révolution » (*geming*). Pour ce qui concerne les raisons de l'émergence de ces manifestations de masse, rien ne doit être rapporté à propos des demandes de démocratie ni des augmentations des prix des produits de base. Les reportages ne peuvent pas non plus établir des rapports entre les systèmes politiques des nations du Moyen Orient et celui de notre pays. Dans tous les médias, lorsque le nom des dirigeants égyptiens, tunisiens, libyens et autres est donné, celui des dirigeants chinois ne peut apparaître à côté<sup>22</sup>.

Le 25 février 2011, l'accès à la zone devant le McDonald's de Wanfujing fut interdit, à en croire les panneaux pour cause de travaux occasionnés par un affaissement de la chaussée<sup>23</sup>. Le même jour, la Chine bloqua LinkedIn, un site Web hébergeant des réseaux professionnels après l'établissement sur le site d'un groupe pro-*Révolution du Jasmin* préconisant la propagation de la *Révolution du Jasmin* tunisienne à la Chine<sup>24</sup>. Le 2 mars 2011, le Bureau central de propagande de la Chine émit à l'intention des médias une directive prohibant les reportages sur le « *Jasmin chinois*<sup>25</sup> ». Le 21 mars 2011, *Google* déclara que la perturbation de sa messagerie électronique en Chine était due à un blocage par le gouvernement conçu pour ressembler à un problème affectant *Gmail*. Cela aurait été lié à la *Révolution du Jasmin*<sup>26</sup>.

**Attaques :** le 14 avril 2011, en réaction à l'arrestation d'Ai Wei Wei, le site Web basé aux États-Unis *Chang.org* lança une pétition en ligne demandant sa libération. La pétition, qui attira des parrains très en vue dans le monde des arts tels que le musée Guggenheim, le Metropolitan Museum of Art et le Tate Museum, se propagea comme un virus et attira plus de 124.000 signatures. Le 19 avril 2011, le site Web *Chang.org* commença à subir des attaques par saturation<sup>27</sup>.

## Résumé et conclusion

Considéré comme peut-être le successeur naturel d'un espace réel de rassemblement de la dissidence, le cyberspace de la Chine pourrait apparaître comme le lieu potentiel d'une place Tian'anmen virtuelle. Du point de vue de Beijing, le paysage numérique est peuplé de millions de jeunes nationalistes et activistes, débattant de sujets explosifs qui pourraient mener au zèle révolutionnaire. Les grands sites Web de réseaux sociaux tels que *Tencent*, *Sohu*, *Weibo* et *Renren* sont les places publiques ; les téléphones portables et les forums en ligne servent de plateformes qui pourraient transformer ces citoyens virtuels en masses humaines descendant dans la rue. C'est pour ces raisons que, au cours des 17 dernières années, les responsables politiques de la République populaire ont accru et perfectionné petit à petit la capacité du gouvernement de mettre en œuvre un cybercontrôle dans la totalité du cyberspace chinois. Ces mécanismes de contrôle vont de l'homme à la machine, de la cyberpolice au logiciel. Ils semblent ordonnés en une opération en deux phases à sept éléments principaux.

Alors que cette étude de cas de la *Révolution du Jasmin* a couvert une période précise, il est probable que les opérations de défense passive de la première phase sont exécutées quotidiennement. Les services de surveillance extérieure devraient être constamment à l'affût d'évènements extérieurs qui pourraient causer une agitation intérieure. L'information devrait être rapidement diffusée aux responsables au niveau national qui sont habilités à déclencher des contremesures. Le Service d'information du conseil d'État devrait distribuer aux unités subordonnées des conseils et des directives concernant les mots et expressions à éviter ainsi que les sujets interdits. Les services de surveillance intérieure devraient être deux fois plus vigilants, observant les effets des influences extérieures et surveillant de près la dynamique intérieure. Alors qu'un logiciel de filtrage pourrait bloquer les mots censurés circulant sur le Web et en enregistrer le volume, il est douteux qu'il ajoute grand-chose en termes de contexte, d'intensité ou de direction. Une analyse humaine serait nécessaire pour évaluer la nature subjective de ces types de messages affichés.

Il est difficile d'établir la mesure utilisée par les responsables chinois pour aller au-delà de la défense passive mais il est clair qu'il existe un catalyseur qui signale le besoin de faire passer les mesures défensives à la phase active. Dans le cas de la *Révolution du Jasmin*, il est clair que l'appel aux manifestations dans 13 villes importantes dans toute la Chine fut l'élément final qui entraîna une intensification de la réaction. Il est toutefois douteux que les seuls messages affichés suffirent à faire pencher la balance. La surveillance intérieure doit avoir fait apparaître une réaction à la *Révolution du Jasmin* suffisamment répandue pour justifier une action. La formule exacte d'activité en ligne et d'appels croissants à l'action civique qui détermine le point de basculement reste inconnue mais existe probablement. Lorsque la ligne est franchie, les quatre composantes de

la défense active (attaques, intimidation, opérations de propagande politique et autocensure) sont ajoutées aux mesures passives de surveillance et de blocage.

La décision de lancer des attaques par saturation contre les sites Web incriminés semble dépendre de leur implantation à l'extérieur de la Chine et elles sont peut-être lancées pour limiter la capacité d'une organisation de toucher un public plus large. Comme dans le cas des mesures passives, les sites Web pourraient avoir été bloqués ou les résultats de recherche faussés et filtrés. Au lieu de cela, il y eut un besoin d'isoler et de punir les parties impliquées. Il se peut que celles-ci aient été considérées comme les nœuds clés les plus flagrants dans la guerre de publicité pour l'opinion mondiale. En outre, la durée critique semble avoir joué un rôle parmi les facteurs de gestion des risques ayant déterminé le lancement des attaques. Alors que les attaques par saturation peuvent durer pendant des jours ou des semaines, elles sont généralement inefficaces au bout d'un certain temps. Les attaques contre des adresses de fournisseurs de services Internet peuvent être bloquées ou les administrateurs peuvent établir un site de substitution. Paralyser ou retarder l'information préjudiciable constituerait également un objectif hautement prioritaire.

Inviter des blogueurs et activistes en vue à « prendre le thé » entraîne la destruction de l'anonymat individuel et de la sécurité mentale que permet cette protection. Ce type de pression révèle la capacité de l'État de localiser et de surveiller l'activiste, même dans le cyberspace, et met en lumière le fait que les messages affichés, contrairement aux positions officielles, ont des conséquences réelles. Le harcèlement et les menaces à peine voilées utilisés de cette manière peuvent servir à décourager et dissuader toute future participation à des actions contre l'État. Comme d'autres méthodes, l'intimidation n'est pas conçue pour être efficace à 100 pour cent ; elle sert à empêcher et à endiguer.

Une campagne est l'exploitation combinée des médias traditionnels et *New-Age* afin de signaler qu'il est temps de mettre fin à certains types de comportement que l'État juge inopportuns ou préjudiciables. Des responsables politiques de haut niveau font via les médias traditionnels des commentaires qui aboutissent dans les réseaux sociaux et forums en ligne pour influencer, conseiller et ordonner. L'établissement du *Parti des 50 centimes* crée l'illusion que le gouvernement est populaire, alors qu'il n'en est peut-être rien. Le poids ou le nombre des commentateurs soutenant la position du gouvernement peut également donner l'impression que la cause du moment n'est pas très populaire. Engager la conversation en ligne permet au *Parti des 50 centimes* de dévier du fil de la discussion, d'empêcher de se concentrer sur le débat initial et ainsi d'arriver à un consensus en matière d'action.

Cela fait des siècles que l'autocensure est un trait de la culture chinoise et le gouvernement a créé un véhicule pour renforcer cette pratique sous la forme de l'autorisation de mise à disposition de contenu sur l'Internet. Si le contenu d'un certain site Web ou les commentaires qu'il inspire ne sont pas censurés comme il convient,

l'autorisation d'exploiter ce site pourrait être suspendue et le site être finalement fermé. Des menaces telles que le refus d'accès entraîneront, consciemment ou non, une modération ou édulcoration des idées et l'élimination d'un certain degré de passion du débat. L'objectif ultime, une fois de plus, est de garantir que l'énergie sous-jacente ne cause pas d'étincelles et un embrasement.

Bien que ne faisant pas partie des efforts visant à désamorcer la *Révolution du Jasmin*, les réactions et mesures défensives préventives pourraient représenter des évolutions potentielles de ce processus. Si l'État décide d'arrêter un dissident en vue tel qu'Ai Wei Wei dans l'avenir, pourquoi ne pas attaquer un site comme *Chang.org* avant que sa pétition devienne populaire ou éliminer la capacité de *Boxun* d'organiser des manifestations avant qu'il affiche des dates, des heures et des endroits ? Il ne serait pas réaliste de penser que le gouvernement chinois ne fait pas le suivi de ces types de sites Web et ne conserve pas des dossiers sur ceux-ci. Cet effort pourrait-il également s'étendre à l'intimidation physique hors des limites de souveraineté de la Chine ? La capacité d'organiser des agents travaillant pour le gouvernement chinois comparables au *Parti des 50 centimes* à l'extérieur du pays pourrait être utilisée pour dissuader certaines organisations de participer à des activités anti-chinoises. Des efforts préventifs ne devraient pas nécessairement être de nature destructive ou coercitive ; ils pourraient prendre la forme d'influence ou de positionnement. Cela pourrait se manifester par l'acquisition d'intérêts financiers dans un support d'information en ligne d'un adversaire potentiel ou la prise de contrôle d'un fournisseur de services Internet. Comme pour le contrôle intérieur, nous allons probablement assister à des changements progressifs au fur et à mesure que Beijing apprend à manipuler son message international.

## Notes

1. GUANGQIAN, Peng et YOUZHI, Yao, *The Science of Military Strategy*, Military Science Publishing House, 2005, pp. 202-203.

2. HENDERSON, Scott, *The Dark Visitor*, *FMSO Publication*, janvier 2007, pp. 150-152.

3. *Id.*, p. 151

4. JIANBIN, Wu et QIANG, Meng, « The People's Liberation Army Foreign Language Institute Pushes Educational Transformation », *PLA Daily*, 30 décembre 2009, <http://www.allzg.com/n64355c40.aspx>

5. HUAMIN, Li et ZHAO, Pu, « Troop unit expands international strategic vision », *PLA Daily*, 8 juin 2011, [http://eng.chinamil.com.cn/news-channels/china-military-news/2011-06/08/content\\_4449350.ht](http://eng.chinamil.com.cn/news-channels/china-military-news/2011-06/08/content_4449350.ht)

6. « Tunisia Suicide Protester Mohammed Bouazizi Dies », *BBC*, 5 janvier 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12120228>

7. Cet article utilise le terme de *blocage* plutôt que censure pour désigner la perspective du gouvernement chinois que de telles références constituent une attaque contre son autorité et sa souveraineté. En outre, le système de filtrage *Great Firewall* effectue les directives du gouvernement pour bloquer certains mots et expressions.

8. « Latest Directives from the Ministry of Truth, February 17-24, 2011 (mise à jour) », *China Digital Times*, 23 février 2011, <http://chinadigitaltimes.net/2011/02/latest-directives-from-the-ministry-of-truth-february-17-21-2011/>

9. KAN, Michael, « China Microblogs Block Chinese Word for 'Egypt' », *PCWorld*, 29 janvier 2011 /218185/china\_microblogs\_block\_chinese\_word\_for\_egypt.html

10. SWARTZ, Dale, « Jasmine in the Middle Kingdom », *American Enterprise Institute for Public Policy Research*, avril 2011, p. 2, <http://www.aei.org/outlook/101046>
11. Chose intéressante, certains avançaient l'hypothèse que le message initial était une plaisanterie envoyée au moyen de @mimitree0 (un robot *Twitter*), qui permet à quiconque d'afficher des messages anonymes. La presse occidentale et la police chinoise prirent les appels au sérieux, déclenchant par mégarde la *Révolution du Jasmin*. ZHANG, Richard, « Jasmine Revolution in China? », *Chinatweeps.com*, 22 février 2011, <http://china.tweeps.com/archives/jasmine-china.html>
12. MARTINA, Michael et CHAN, Royston, « Chinese police use protest clampdown as a show of force », *The China Post*, 28 février 2011, <http://www.chinapost.com.tw/china/national-news/2011/02/28/292723/Chinese-police.htm>
13. Avis sur le site Web de *Boxun.com*, 18 février 2011, [http://www.boxun.us/news/publish/usa\\_news/Boxun\\_s\\_main\\_website\\_is\\_under\\_serious\\_DDoS.shtml](http://www.boxun.us/news/publish/usa_news/Boxun_s_main_website_is_under_serious_DDoS.shtml)
14. BEACH, Sophie, « Activists Detained as China Web Users Call for 'Jasmine Revolution' (mis à jour) », *China Digital Times*, 19 février 2011, <http://chinadigitaltimes.net/2011/02/china-web-users-call-for-jasmine-revolution/>
15. « Drink Tea », *China Digital Times*, 5 January 2012, [http://chinadigitaltimes.net/space/Drink\\_tea](http://chinadigitaltimes.net/space/Drink_tea).
16. WADE, Samuel, « @StonyWang: Forced to Drink Jasmine Tea », *China Digital Times*, 25 mars 2011, <http://chinadigitaltimes.net/2011/03/stonywang-forced-to-drink-jasmine-tea/>
17. Déclarations officielles recueillies sur les sites Web suivants : *NewsDaily*, <http://www.newsdaily.com/stories/tre74h7n1-us-baidu-censorship-lawsuit/> *Financial Times*, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/e7a66d8a-422d-11e0-8b34-00144feabdc0.html#axzz1PSklsVVY> *Taipei Times*, <http://www.taipeitimes.com/News/front/archives/2011/02/25/2003496736>, et *Reuters Africa*, <http://af.reuters.com/article/worldNews/idAFT-RE7250UF20110306>
18. BRISTOW, Michael, « China's Internet 'Spin Doctors' », *BBC News*, 16 décembre 2008, [http://www.bbc.co.uk/news/world/us\\_and\\_canada/](http://www.bbc.co.uk/news/world/us_and_canada/)
19. QIANG, Xiao, « Remarkable Quotes from the Fifty Cent Party: Anti-Jasmine Revolution Tweets », *China Digital Times*, 28 février 2011, <http://chinadigitaltimes.net/2011/02/fifty-cent-tweets-a-collection-of-anti-jasmine-revolution-messages/>
20. Commentaire de Jeremy Goldkorn in « *Dancing with shackles* », en vidéo, Danwei.org, 1e mars 2011, [http://www.danwei.org/featured\\_video/dancing\\_with\\_shackles.php](http://www.danwei.org/featured_video/dancing_with_shackles.php)
21. Sur Welbo, tout comme sur Twitter, quand un sujet devient populaire, il apparaît sur une liste branchée, ce qui augmente la popularité de ce sujet. Voir CHANG, Anita, « Jittery Chinese Authorities Try to Stamp Out 'Jasmine Revolution' », MSNBC, 20 février 2011. [http://www.msnbc.msn.com/id/41690185/ns/world\\_news-asia\\_pacific/t/jittery-chinese-authorities-try-stamp-out-jasmine-revolution/](http://www.msnbc.msn.com/id/41690185/ns/world_news-asia_pacific/t/jittery-chinese-authorities-try-stamp-out-jasmine-revolution/); et KAN, Michael, « China Blocks Microblogs for 'Jasmine Revolution' », CIO, 21 février 2011, [http://www.cio.com.au/article/377359/china\\_blocks\\_microblogs\\_jasmine\\_revolution/](http://www.cio.com.au/article/377359/china_blocks_microblogs_jasmine_revolution/).
22. Traduit par le *China Digital Times*, « Latest Directives From the Ministry of Truth, February 17-24, 2011 (mis à jour) », *China Digital Times*, 23 février 2011, <http://chinadigitaltimes.net/2011/02/latest-directives-from-the-ministry-of-truth-february-17-21-2011/>
23. TAN, Kenneth, « Beijing's Wangfujing morphs into a construction site », *Shanghaiist*, 25 février 2011, <http://shanghaiist.com/2011/02/25/beijing-wangfujing-construction.php>
24. CHO, Young-Sam et GILES, Thomas, « LinkedIn Site Inaccessible in China After 'Jasmine' Pro-Democracy Posting », *Bloomberg*, 25 février 2011, <http://www.bloomberg.com/news/2011-02-24/linkedin-unavailable-in-parts-of-china-web-monitors-show-1-.html>
25. Traduit par le *China Digital Times*, « Latest Directives From the Ministry of Truth, Mar 2-7, 2011 », *China Digital Times*, 8 mars 2011, <http://chinadigitaltimes.net/2011/03/latest-directives-from-the-ministry-of-truth-march-2-7-2011/>
26. ALBANESIUS, Chloe, « Report: China Blocks Gmail to Stop Protests », *PCMag*, 21 mars 2011, <http://www.pcmag.com/article2/0,2817,2382310,00.asp>
27. ROSS, Andrew S., « Change.org attacked after backing China dissident », *San Francisco Chronicle*, 28 avril 2011, <http://www.sfgate.com/cgi-bin/article.cgi?f=/c/a/2011/04/28/BU651J81MT.DTL>

Visitez notre site web

[http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj\\_f/Index\\_F.asp](http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp)